

MANIFESTATION POUR LE LOGEMENT, CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS

**RDV samedi 27 mars 2021, à 15h, pour se joindre au cortège intersquat,
place du Châtelet, Paris 1er (métro Châtelet ou RER Châtelet Les Halles)**

Il y a en France près de 300 000 personnes sans domicile fixe (à la rue ou dans des dispositifs d'hébergement d'urgence) pour plus de 3 millions de logements vides. Rien qu'à Paris intra-muros, 8% à 17% des logements sont vides, soit entre 113 000 et 232 000 biens immobiliers. Et on devrait se contenter d'attendre que l'État trouve des solutions à tout ça, comme au reste ?

L'État veut maintenir la population sous sa tutelle. À travers les siècles, l'organisation étatique et capitaliste de la société a réussi, en grande partie, à nous déposséder des moyens de vivre de façon autonome, notamment par la spécialisation et la division du travail. Ce qui est nécessaire à la vie quotidienne est presque entièrement monopolisé par l'économie capitaliste (de la production alimentaire à la médecine, en passant par l'accès à l'eau, la fabrication et la réparation de plein de choses utiles). Cette logique fait de nous des prisonnier·e·s d'un système sans échappatoire, la quasi totalité de la planète ayant été colonisée par l'exploitation et la domination. Il n'y a pas d'issue sans perspectives révolutionnaires.

Il en est de même pour le logement. Tout est organisé sous le régime de la propriété privée (dont la propriété « publique » d'État est le parfait complément pour maintenir les inégalités sociales). Pour se loger, la population est dépendante du pouvoir de l'État : tout bâti est dépendant de permissions institutionnelles et d'un titre de propriété. Une hiérarchie bien établie perdure : l'État, qui surplombe tout, les multi-proprétaires (promoteurs, spéculateurs, ceux qui encaissent un max de thunes), les agences immobilières qui servent d'intermédiaires, les petits propriétaires, les locataires, les mal-logé·e·s, les SDF.

Si on trouve aberrant de devoir payer un loyer à des individus ou agences qui sont largement plus riches que nous, si on refuse de se soumettre à ce système, on se retrouve souvent dans l'illégalité puisque les lois et les droits sont mis en place par ceux qui ont tout intérêt à préserver les logiques marchandes.

Revendiquer auprès de l'État un adoucissement de ces inégalités, c'est croire que l'État puisse être un interlocuteur valable, alors qu'il nous écrase. C'est aussi participer au mythe de l'État social, au mensonge du dialogue entre l'État et ses « partenaires sociaux », au bluff de la démocratie participative. Tout cela ne fait qu'entériner notre dépendance à l'État.



Selon nous, il y a plus à gagner par la débrouille et les combines du quotidien, par l'entraide et l'action directe, hors de tout contrôle étatique, capitaliste, institutionnel ou syndical.

Pour ce qui est du logement, la **pratique du squat**, par l'occupation de terrains et de bâtiments, est répandue depuis des décennies. C'est une pratique de résistance au rouleau compresseur immobilier et au régime de la propriété privée.



C'est évidemment aussi un moyen de survie, une façon de se loger quand on n'est pas propriétaire et qu'on n'a pas les moyens de payer un loyer. Enfin, c'est un moyen d'organisation collective, pour les luttes et pour le plaisir, quand toutes les villes ne sont constituées que d'espaces marchands et sécuritaires. Alors malgré les offensives immobilières, politiciennes et médiatiques, il y a toujours des squats, des occupations de bâtiments vides et de terrains abandonnés ou menacés par des projets d'urbanisation. Ce sont pour nous des pratiques qui ont du sens et que nous soutenons.

À côté de ça, de nombreuses personnes galèrent pour payer leur loyer, vivent dans des conditions difficiles, sont forcés à déménager loin de leur quartier à cause des processus de restructuration et d'embourgeoisement que connaissent presque toutes les grandes villes de France, notamment Paris et pratiquement toute sa banlieue proche. Il nous semble nécessaire de réfléchir et agir pour que le rapport de forces entre locataires et propriétaires change (en attendant d'en finir définitivement avec la dichotomie propriétaires-locataires). Une pratique ancienne mais aujourd'hui assez peu courante nous semble importante à remettre au goût du jour : **la grève des loyers**. Celle-ci demande de l'organisation collective, de la solidarité et de la détermination. Mais quoi de plus logique quand on galère à payer son loyer ? Quoi de plus logique quand on considère qu'il est absurde de donner de l'argent à des gens plus riches que soi simplement pour dormir sous un toit ?

Autre aspect nécessaire à toute lutte sur la question du logement : **la résistance aux expulsions**, qu'il s'agisse de squats, de logements loués, de bidonvilles ou de terrains occupés. La solidarité et la détermination peuvent repousser la date effective de l'expulsion. Forcer les propriétaires à payer un huissier, puis à obliger la préfecture à faire recours aux flics, c'est ralentir tout un processus qui expulse à tour de bras, montrer qu'on est solidaires et qu'on ne lâche pas l'affaire (que l'on soit menacé·e·s d'expulsion ou simplement en soutien).

Si vous voulez vous organiser sur ces questions de lutte pour le logement, ou si vous faites déjà partie d'un collectif en lutte, vous pouvez nous contacter ou nous rencontrer directement, notamment chaque premier mardi du mois à l'AERI.



Collectif *Prenons la ville* (Montreuil-Bagnolet 93)

Contact mail :

degage-onamenage@riseup.net

Rencontres mensuelles :

chaque premier mardi du mois, de 17h à 20h,
à l'AERI (57 rue Étienne Marcel, à Montreuil)

Inscription à notre mailing-list d'infos publiques :

<http://lists.riseup.net/www/subscribe/degage-onamenage>